

L'inflation rogne le pouvoir d'achat des Réunionnais

En 2018, le revenu disponible brut des ménages s'accroît de 2,6 % en valeur sous l'effet d'une hausse conjuguée des salaires et des prestations sociales. L'inflation ayant accéléré cette année (+ 1,8 % après 0,4 % en 2017), cette augmentation se traduit par un faible gain de pouvoir d'achat: + 0,7 %, soit + 0,1 % seulement par habitant. Le montant des salaires versés continue de progresser (+ 2,2 %), malgré les difficultés rencontrées sur le marché du travail : diminution de l'emploi et augmentation du chômage. Les prestations sociales poursuivent leur augmentation (+ 5,1 %), en lien avec une situation économique moins favorable qu'en 2017.

Jérôme Bourgeois, Insee

En 2018, le **revenu disponible brut des ménages** (RDBM) progresse en valeur de 2,6 % à La Réunion (*figure 1*). Les prix repartent nettement à la hausse (+ 1,8 %), après quatre ans avec peu ou pas d'inflation (+ 0,1 % en 2016 et + 0,4 % en 2017). Au final, le RDBM s'accroît de 0,7 % en volume, ce qui correspond à l'augmentation du pouvoir d'achat total à La Réunion.

Le pouvoir d'achat individuel des Réunionnais stagne en 2018 à + 0,1 %, contre + 0,9 % au

1 Le pouvoir d'achat individuel des Réunionnais stagne

Évolution du revenu disponible des ménages entre 2018 et 2017

	Total		Par habitant	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume
	en %		en %	
La Réunion (e)	2,6	0,7	2,1	0,1
France	2,7	1,2	2,4	0,9

(e) estimation

Sources : Insee, *comptes nationaux* (base 2014) - *comptes régionaux définitifs jusqu'en 2015* (base 2014) ; Cerom, *comptes rapides* (2016-2018).

niveau national. Le revenu disponible brut s'élève à 17 700 euros par habitant sur l'île, soit 84 % du niveau national, comme en 2017. Le rattrapage observé ces dernières années vis-à-vis de la métropole marque ainsi le pas.

Hausse modérée de la masse salariale

La masse salariale représente deux tiers des revenus des Réunionnais, soit 10,5 milliards d'euros en 2018. Du fait de la morosité du marché du travail cette année, elle augmente à un rythme moins soutenu qu'en 2017 (+ 2,2 % après + 4 %). La masse salariale progresse dans les secteurs principalement marchands de 2,3 % contre + 1,9 % dans les secteurs principalement non marchands.

C'est dans le secteur de l'hébergement et de la restauration que la hausse est la plus marquée (+ 6,7 %) en raison de la forte progression de l'activité touristique en 2018: +21 % de recettes et +5,3 % de touristes extérieurs par rapport à

2017. Dans les administrations publiques, le point d'indice est resté stable en 2018 et il n'y a pas eu d'autre mesure de revalorisation générale, la mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, aux carrières et aux rémunérations de la fonction publique (PPCR) ayant été reportée.

Le montant des prestations sociales en forte hausse

Les prestations sociales en espèces progressent de nouveau fortement en 2018 : + 4,3 % après + 3,1 % en 2017. Le nombre de bénéficiaires continue d'augmenter, en raison de la baisse du taux d'emploi et de l'augmentation du taux de chômage en 2018. Ainsi, sous l'effet conjugué d'une hausse des prestations liées à la famille et aux minima sociaux, les montants versés par la Caisse d'allocations familiales (hors logement) augmentent de 3,9 % (après + 2,3 % en 2017). Sur un marché de l'emploi morose, les montants de la prime d'activité, qui avaient augmenté les années précédentes, se réduisent de 1,8 % en 2018.

Par ailleurs, les versements des prestations relevant de l'assurance chômage augmentent de 7,1 % en 2018 pour s'établir à 576 millions d'euros, en phase avec la progression du nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage (+ 7 %). Les nouveaux droits ouverts par la convention d'assurance chômage aux demandeurs d'emploi ayant déjà travaillé continuent ainsi de se faire sentir en 2018.

En parallèle, les prestations sociales en nature (allocations logement et remboursements de sécurité sociale) progressent en 2018 de 6,4 %, du fait principalement d'une forte augmentation

des dépenses des établissements de santé (+ 10,5 %).

La consommation des ménages ralentit

Beaucoup moins dynamique qu'en 2017 (+ 1,1 % en volume en 2018 contre + 3,0 %), la consommation des ménages reste néanmoins le moteur principal de la croissance réunionnaise : elle contribue à la croissance à hauteur de 0,7 point. ■